Plan de relance européen : le choix fort et très politique de von der Leyen

lesechos.fr/monde/europe/plan-de-relance-europeen-le-choix-fort-et-tres-politique-de-von-der-leyen-1206173

Gabriel Grésillon, *Les Echos*, 27 mai 2020

« Les mesures les plus audacieuses sont celles qui garantissent le mieux l'avenir. » En présentant, mercredi, son projet pour l'avenir des finances de l'Union européenne, Ursula von der Leyen a fait le choix de l'ambition. Prenant pour témoin l'histoire de la construction européenne, elle a suivi de près les idées qu'avaient poussées la France et l'Allemagne . Le résultat est une proposition qui fait la part belle aux subventions - à hauteur de 500 milliards d'euros - et entérine donc une petite révolution en gravant dans le marbre le principe d'une union de transferts. Les mécanismes de prêts, eux, ne dépasseraient pas les 250 milliards d'euros.

Pression

Le projet de la présidente de la Commission européenne doit, certes, obtenir l'aval des Vingt-Sept, ce qui promet un nouveau bras de fer. Mais en se rapprochant fortement de la proposition franco-allemande, et en donnant la priorité aux subventions plutôt qu'aux prêts, Ursula von der Leyen opère un incontestable choix politique et déplace le centre de gravité du débat européen, accentuant la pression sur les 4 Etats-membres (Pays-Bas, Autriche, Danemark et Suède) qui se montrent réticents à tout mécanisme de subvention . S'il était concrétisé, la réponse européenne à la crise, dans son ensemble, ne pourrait plus être taxée d'insuffisance. Outre les fonds débloqués par les Etats-

membres et le bazooka monétaire de la BCE à 1.000 milliards d'euros, il faudrait ajouter les 540 milliards déjà mis sur la table pour faire face à la crise et cette réponse à 750 milliards sur trois ans.

Seule concession au camp des pays nordiques, mais chère également à Berlin : une part importante des financements serait conditionnée à une validation collective, obligeant ainsi les Etats-membres en faisant la demande à s'inscrire dans le cadre des recommandations de leurs pairs.

Innovation

Au coeur de ce projet, une innovation méthodologique essentielle, et un changement de paradigme. L'innovation concerne la façon dont l'UE va financer son plan de relance. Comme cela était déjà évoqué , Bruxelles propose bien de lever elle-même des fonds sur les marchés, sur la base de simples garanties des Etats-membres - donc de sommes qui ne sont pas censées être réellement déboursées par ces derniers. Ce sont ces emprunts réalisés au nom de l'UE, à des taux vraisemblablement très avantageux, qui seraient ensuite largement déversés aux régions les plus fragilisées par la crise, sur trois ans et à compter de janvier 2021.

Selon des premiers calculs qui devront être confirmés, l'Italie et l'Espagne en seraient les premiers bénéficiaires, avec respectivement 82 milliards et 77 milliards d'euros de dons. La France, qui prend ses distances avec tous ces chiffres, recevrait 39 milliards de subventions. Les remboursements, eux, ne commenceraient pas avant 2028 et pourraient s'échelonner jusqu'à 2058. Ils reposeraient sur des contributions des Etats-membres et, idéalement, de nouvelles ressources propres, c'est-à-dire de nouvelles taxes européennes. *« Nous avons jusqu'à 2028 pour nous entendre sur ce point »*, relativise une source à la Commission.

Changement de credo

Le changement de paradigme concerne la façon dont l'Europe pense sa souveraineté. Chantre d'une approche *« géopolitique »* de l'Union européenne, Ursula von der Leyen inscrit sa proposition dans la droite ligne d'une vision très française du projet européen et propose qu'une partie des financements serve à soutenir le secteur privé, en mettant l'accent sur les chaînes de valeur ou les entreprises jugées stratégiques. Donnant le coup de grâce au strict « laisser-faire » qui a longtemps été le seul credo économique de l'Union européenne, la Commission propose de passer par l'intermédiaire de la Banque européenne d'investissement (BEI) qui se chargerait d'inciter les fonds d'investissement à prendre des parts dans des sociétés jugées stratégiques . Cette approche souveraine se décline également au travers de la proposition de créer une Europe de la santé.

Exhortant les Etats-membres à être à la hauteur de l'enjeu, Ursula von der Leyen a résumé la situation et le « choix binaire » qui s'offre aux Européens : *« Soit nous faisons tous cavalier seul, laissant à la traîne des pays et des régions entières, en acceptant une union*

de nantis et de pauvres, soit nous avançons tous ensemble, et nous faisons un grand pas en avant. Pour moi ce choix est simple à faire. » Appelant à une *« union de la durabilité »*, elle a conclu : *« Nous le devons aux générations futures. »*